

UNITAB
EUROPEAN TOBACCO GROWERS ASSOCIATION
FETRATAB
EUROPEAN TOBACCO FIRST PROCESSORS ASSOCIATION

Bruxelles, 17 novembre 2003

A tous les Membres de la Commission Européenne

Monsieur le Président
Mesdames, Messieurs les Commissaires,

Les producteurs de tabac de l'Union Européenne et les travailleurs de toute la filière tabac ont exprimé, lors de la Table ronde du 10 novembre, une opinion quasi-unanime sur le document de la Commission relatif à la réforme du secteur :

Ils **refusent catégoriquement** une proposition qui aurait comme conséquence la fin d'une activité que nous considérons comme essentielle pour la vie économique et sociale de beaucoup de régions défavorisées.

Au vu de la gravité des répercussions de cette proposition et de l'impossibilité de créer, dans ces territoires, des activités alternatives à niveau d'emploi constant, nous imaginons que votre approbation unanime de ces orientations voit son origine dans un manque d'information sur leurs implications sociales et économiques.

Au moment où vous êtes appelés à examiner le projet de Règlement législatif, nous vous prions de bien vouloir réfléchir à l'injustice que représente une telle initiative pour un secteur entier et pour ses 450.000 travailleurs qui refusent de devenir un poids pour la collectivité.

Qui pourra faire comprendre à nos travailleurs qu'ils sont condamnés au chômage, du seul fait d'une supposée incohérence entre l'octroi d'aides à la production et la légitime lutte contre le tabagisme, alors que, dans le même temps, les Etats membres continueront à encaisser des impôts sur les produits à fumer pour plus de 64 millions de Euro, chaque année, en remplaçant simplement les produits européens par ceux d'importation?

Nous ne refusons pour autant pas une réforme de l'OCM en application des principes généraux de la nouvelle PAC, sous réserve, comme c'est le cas pour les autres productions, qu'elle offre des perspectives réellement durables et permette de maintenir l'économie et l'emploi jusqu'à ce que se dégagent des alternatives viables de développement de ces régions.

Enfin, confiants dans votre sagesse, nous nous permettons de vous rappeler les principes que la Commission a toujours imposés dans la gouvernance de l'Union Européenne: équilibre, justice et solidarité, sans lesquels il n'y a pas d'Europe.